



**Communiqué de presse
Luxembourg, le 12 janvier 2017**

Le soutien accordé par l'UE au Honduras permet de répondre aux besoins, mais la pauvreté et la violence restent très élevées, selon les auditeurs

L'aide de l'UE en faveur du Honduras a eu des répercussions positives, mais la situation globale du pays reste préoccupante, d'après un nouveau rapport de la Cour des comptes européenne. Le niveau de pauvreté a augmenté, la surface forestière a diminué, la violence reste généralisée et le taux d'homicides est très élevé.

Les auditeurs ont évalué la gestion, par la Commission européenne, de l'aide au développement en faveur du Honduras ainsi que la mesure dans laquelle ses objectifs ont été atteints. Globalement, l'aide de l'UE est passée de 223 millions d'euros pour la période 2007-2013 à 235 millions d'euros pour la période 2014-2020. Les secteurs prioritaires qui ont été examinés sont la réduction de la pauvreté, les forêts, ainsi que la sécurité et la justice.

Les actions de l'UE étaient pertinentes et ont généralement produit les réalisations escomptées, mais la conjoncture difficile que traverse le pays et un certain nombre de lacunes en matière de gestion ont limité leur impact, affirment les auditeurs. L'approche de la Commission n'était pas suffisamment ciblée, tandis que la répartition de l'aide financière entre de nombreux domaines a augmenté le risque que son impact ne soit pas optimal. Les auditeurs ont également constaté que le suivi assuré par la Commission présentait des faiblesses.

«Le Honduras doit faire face à d'importants défis en matière de développement», a déclaré Mme Bettina Jakobsen, le Membre de la Cour des comptes européenne responsable du rapport. «La Commission doit renforcer l'approche de l'UE par une meilleure cohérence et des actions plus ciblées.»

Bien que la structure de coordination des donateurs au Honduras soit satisfaisante, la coopération a été relativement limitée dans les faits, ce qui, dans certains cas, s'est traduit par un chevauchement des aides. La Commission œuvre à la mise en place d'une programmation conjointe avec les États membres de l'UE à compter de 2018.

La Commission a mis au point des stratégies afin d'instaurer un dialogue politique constructif avec le gouvernement du Honduras dans différents domaines. Selon les auditeurs, il s'agit là d'une bonne pratique, mais

L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages du rapport spécial adopté par la Cour des comptes européenne.

Celui-ci est disponible dans son intégralité sur le site www.eca.europa.eu.

ECA Press

Mark Rogerson – Porte-parole T: (+352) 4398 47063

Damijan Fišer – Attaché de presse T: (+352) 4398 45410

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditors eca.europa.eu

M: (+352) 691 55 30 63

M: (+352) 621 55 22 24

aucune évaluation écrite du degré de réalisation des objectifs fixés n'a été effectuée.

L'octroi d'un appui budgétaire au Honduras comportait des risques substantiels en raison de l'instabilité du cadre macroéconomique et de la mauvaise gestion des finances publiques. Bien que la Commission soit parvenue à limiter en partie ces risques, elle n'a pas procédé à une évaluation suffisamment structurée de l'éligibilité à l'appui budgétaire afin de démontrer que les progrès réalisés par le pays étaient conformes à des références et à des valeurs cibles clairement définies.

En outre, la Commission n'a pas toujours réagi de la même manière lorsque le Honduras ne respectait pas les conditions d'éligibilité à l'appui budgétaire. Les messages contradictoires ainsi envoyés sont susceptibles d'avoir limité l'efficacité de l'aide.

Les auditeurs formulent plusieurs recommandations visant à aider la Commission à améliorer l'approche de l'UE, la gestion des opérations d'appui budgétaire, la mesure de la performance des actions de l'UE et le dialogue politique dans les secteurs prioritaires.

Remarques à l'intention des journalistes

Le Honduras est un pays d'Amérique centrale qui compte une population d'un peu plus de 8 millions d'habitants, dont près de 70 % est en situation de pauvreté et près de 40 % en situation d'extrême pauvreté. La faible croissance et la réduction insuffisante de la pauvreté s'expliquent notamment par l'instabilité macroéconomique. Le Honduras est également un pays où règne une grande violence, son taux d'homicides par habitant figurant parmi les plus élevés au monde. Il s'agit, avec l'impunité et la corruption, d'un obstacle fondamental au développement du pays.

Ces dernières années, l'UE et ses États membres ont renforcé leur coopération avec le Honduras, notamment par la signature d'un accord d'association en 2012. Le financement, par l'UE, de la coopération au développement en faveur du Honduras a pris la forme de projets et d'un appui budgétaire.

Le rapport spécial n° 30/2016 intitulé «Efficacité du soutien accordé par l'UE aux secteurs prioritaires au Honduras» est disponible dans 23 langues de l'UE.